

Septembre
2017

Les investisseurs face au changement climatique

Une étude de Novethic avec les PRI
sur les pratiques des investisseurs
internationaux :
état des lieux et perspectives



Sommaire

- **Méthodologie** p 5
- **Principales conclusions**
 - Les investisseurs institutionnels se préoccupent du changement climatique et déclarent agir sur le sujet p 6
 - Les investisseurs utilisent une palette d'outils pour analyser et gérer les risques et opportunités climatiques p 7
 - Les investisseurs misent déjà sur les scénarios climat confortés par la TCFD p 11
 - Aligner investissement responsable et stratégie climat nécessite plus d'innovation p 12
- **Conclusion** p 13

Contributeurs

Anne-Catherine Husson-Traore, Directrice générale, Novethic
Dominique Blanc, Directeur de la recherche, Novethic
Edouard Plus, Directeur adjoint de la recherche, Novethic
Corinne Amori Brunet, Directrice stratégie et communication, Novethic

Fiona Reynolds, Managing Director, PRI
Sagarika Chatterjee, Associate Director, Policy and Research, PRI
Blandine Machabert, Climate Policy Officer, PRI
Elina Rolfe, Head of Reporting and Assessment, PRI
Thali Vounaki, Senior Manager, Reporting & Assessment, PRI
Marie Luchet, Head of France & Southern Europe, PRI

Objectifs de l'étude

Pour les investisseurs de long-terme, maîtriser les risques pesant sur leurs investissements implique de limiter le changement climatique.

C'est pourquoi en 2017 près de 400 investisseurs représentant 22 000 milliards de dollars d'actifs ont renouvelé leur soutien à l'Accord de Paris. Ils ont demandé aux gouvernements de mettre en œuvre l'Accord de Paris, de mobiliser les investissements en faveur de la transition bas carbone et de soutenir les cadres de reporting sur le climat, tels que les recommandations de la Task Force on Climate-related Financial Disclosure (TCFD)¹ du Conseil de Stabilité Financière (FSB).

Nombre d'États poursuivent leurs efforts, malgré la décision des États-Unis de se retirer de l'Accord de Paris : la France, avec l'Article 173 de la loi de Transition Énergétique (LTECV) qui s'applique aux entreprises et aux investisseurs, la Chine, passée de « zéro à héros » sur le marché des *Green bonds*, et les États américains, comme la Californie, à travers l'*America's Pledge*².

À long terme, infléchir la courbe des émissions de gaz à effet de serre d'ici 2020 est la seule solution pour limiter le réchauffement climatique. Cela nécessitera plus de 800 milliards de dollars en investissements privés chaque année³.

Les investisseurs internationaux doivent établir un état des lieux pour définir leurs actions d'ici 2020.

Les Principes pour l'Investissement Responsable (PRI), initiative réunissant 1800 investisseurs internationaux représentant plus de 70 000 milliards de dollars d'actifs, a ainsi chargé Novethic⁴ d'analyser :

- La perception du changement climatique comme un facteur de long-terme pour les investissements ;
- Les progrès et les pratiques novatrices, incluant les outils et activités en cours ;
- Et, les aspects qui requièrent une attention particulière de la part des investisseurs et des PRI dans le futur.

France

Les signataires des PRI ont exprimé leur intérêt concernant l'impact de l'article 173 sur les pratiques des investisseurs français. Cette étude inclut donc un approfondissement sur les démarches initiées par les investisseurs français visant le partage des bonnes pratiques au niveau mondial.

¹ <http://investorsonclimatechange.org/news/>

² <https://www.americaspledgeonclimate.com/>

³ <http://www.mission2020.global/>

⁴ <http://www.novethic.com/mission.html>

Le climat, une préoccupation majeure

Dans l'ensemble, les investisseurs internationaux ont progressé en matière d'action climatique en 2017. En atteste la vigilance accrue des investisseurs institutionnels sur l'exposition de leurs investissements au climat, leur engagement auprès des entreprises, sans compter la dynamique française suite à l'adoption de l'article 173.

Mais il reste du chemin à parcourir pour intégrer pleinement le changement climatique aux stratégies d'investissement et aux produits. Bien que la mesure de l'empreinte carbone soit répandue et aide les investisseurs à mesurer leurs émissions, l'analyse de scénarios environnementaux, encore balbutiante, offrirait aux investisseurs un outil tourné vers l'avenir pour analyser les risques et opportunités climatiques.

Parmi les conclusions de l'analyse des PRI et de Novethic, on salue notamment que :

- En 2017, 74% des investisseurs institutionnels indiquent agir sur le changement climatique et le percevoir comme une des principales tendances de long-terme pour leurs investissements. Cela représente une augmentation de +8% par rapport à 2016. En France, 83% des investisseurs institutionnels déclarent agir sur le changement climatique ;
- 59% des investisseurs institutionnels agissant sur le climat visent une meilleure prise en compte du changement climatique par les entreprises, particulièrement les investisseurs nord-américains (78%) ;
- 100% des investisseurs institutionnels français agissant sur le climat mesurent l'empreinte carbone de leurs portefeuilles, 60% ont établi des objectifs de réduction de leurs émissions et 40% effectuent des analyses de scénarios.

Certains domaines offrent encore des marges de progrès :

- 54% des investisseurs institutionnels ayant répondu, encouragent leurs sociétés de gestion à suivre les émissions de leurs portefeuilles, mais seulement 8% ont formalisé le suivi du risque carbone dans les contrats de délégation de gestion ;
- Seulement 17% des investisseurs institutionnels intègrent le changement climatique dans l'allocation des actifs, alors que les investissements dans les énergies propres ont représenté 287,5 milliards de dollars en 2016.

Les PRI notent que le cadre de reporting pourrait être encore amélioré afin de promouvoir les bonnes pratiques sur la question climatique :

- Les indicateurs de gouvernance, sur la stratégie d'investissement et les produits, et sur la gestion des risques, pourraient être alignés avec les recommandations de la TCFD ;
- Les indicateurs des PRI pourraient être modifiés pour encourager les investisseurs à prendre en compte l'impact de leurs activités en faveur de la transition bas-carbone.

Prochaines étapes : la réponse des PRI

Les PRI continueront à soutenir les investisseurs en matière de lutte contre le changement climatique, notamment via les actions suivantes :

- Faciliter l'engagement collaboratif par les investisseurs auprès des sociétés pour pousser l'adoption des recommandations de la TCFD, une meilleure gestion des risques de transition et l'utilisation d'analyse des scénarios climatiques ;
- Faire progresser l'analyse et la gestion des risques et opportunités climatiques dans les pratiques d'investissement ;
- Faire entendre la voix des investisseurs internationaux auprès des décideurs politiques sur la finance verte, la communication financière et la tarification du carbone, ainsi que des décideurs politiques sur ces sujets ;
- Soutenir la communication financière des investisseurs en alignant, en 2018, le cadre de reporting des PRI avec les recommandations de la TCFD pour les investisseurs institutionnels et les sociétés de gestion.

Les PRI entendent collaborer étroitement avec l'UNEP-Fi, le Global Compact des Nations Unies la Portfolio Decarbonization Coalition et les groupes d'investisseurs tels que CDP, Ceres, IGCC et IIGCC sur les questions climatiques, notamment celles mentionnées ci-dessus.

Méthodologie

L'analyse de Novethic examine les réponses fournies en 2017 par les investisseurs institutionnels et les sociétés de gestion signataires des PRI dans le cadre de leur reporting annuel aux PRI⁵. Cette étude couvre 1 248 répondants, segmentés par zones géographiques.

L'analyse distingue les sociétés de gestion et les investisseurs institutionnels. Le panel est également décomposé en quartiles sur la base des actifs sous gestion.

La taille du panel varie amplement d'un indicateur à l'autre, puisqu'actuellement les signataires répondent volontairement et ne sont pas obligés de renseigner tous les indicateurs. Novethic a rapporté les réponses à chacun des indicateurs au pourcentage de répondants. Les graphiques indiquent généralement la taille des sous-panels étudiés.

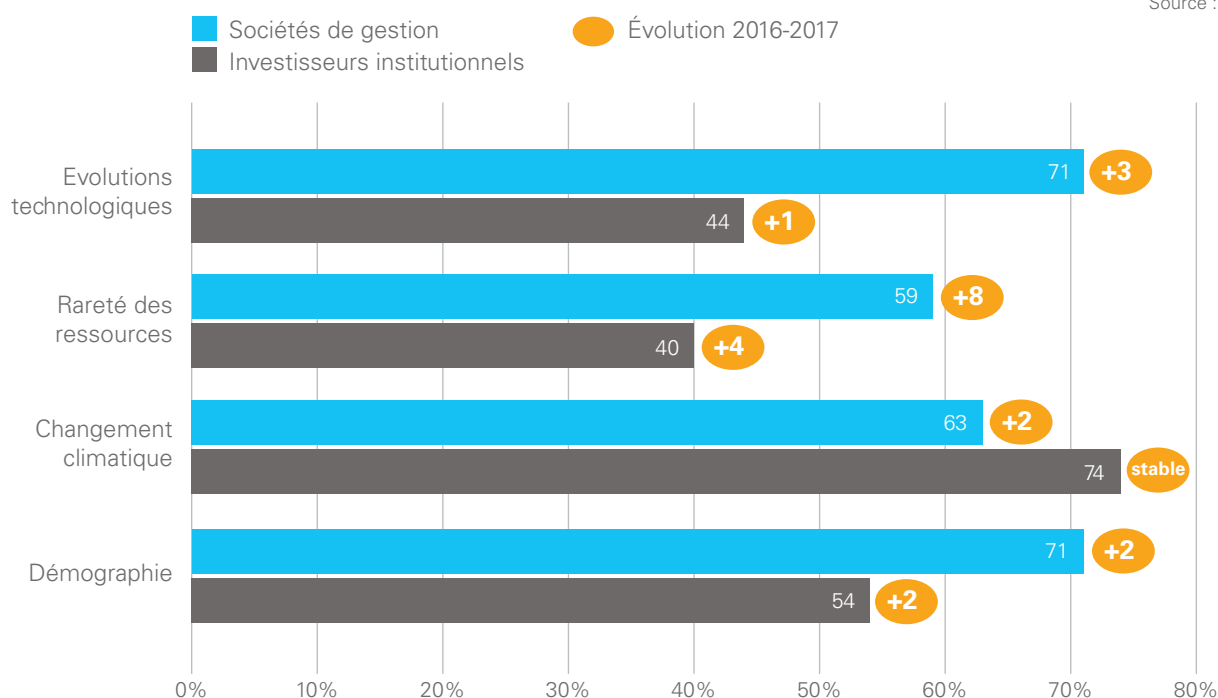
L'étude inclut une analyse détaillée des réponses des investisseurs francophones. Ce groupe comprend les signataires français, belges, suisses, luxembourgeois et canadiens qui présentent de l'information réglementaire en français sur leurs sites internet.

⁵ <https://www.unpri.org/report>

Les investisseurs institutionnels se préoccupent du changement climatique et déclarent agir sur le sujet

Sur quelles tendances de long-terme travaillent les signataires ?
(Panel global - 302 investisseurs institutionnels & 935 sociétés de gestion)

Source : Novethic



74% des investisseurs institutionnels répondant à l'indicateur des PRI portant sur les tendances de long-terme perçoivent le changement climatique comme la principale source de risques et d'opportunités de long-terme et indiquent agir en conséquence. Suivent les évolutions démographiques (54%), les développements technologiques (44%) et la raréfaction des ressources naturelles (40%). Les sociétés de gestion perçoivent également le changement climatique comme une tendance de long-terme majeure (63%), mais perçoivent les développements technologiques (71%) et les évolutions démographiques (71%) comme plus significatifs.

Croissance de l'intérêt d'année en année. En 2017, plus de signataires des PRI ont perçu le changement climatique comme une tendance de long-terme pour leurs investissements, avec des nuances entre les investisseurs institutionnels et les sociétés de gestion. Par rapport à 2016, +8% d'investisseurs institutionnels déclarent agir sur la question climatique. L'intérêt des sociétés de gestion a également augmenté, mais seulement de +4%. On peut remarquer la différence de perception entre les investisseurs institutionnels et les sociétés de gestion, et la nécessité d'un dialogue et d'un alignement entre les investisseurs institutionnels et les sociétés de gestion.

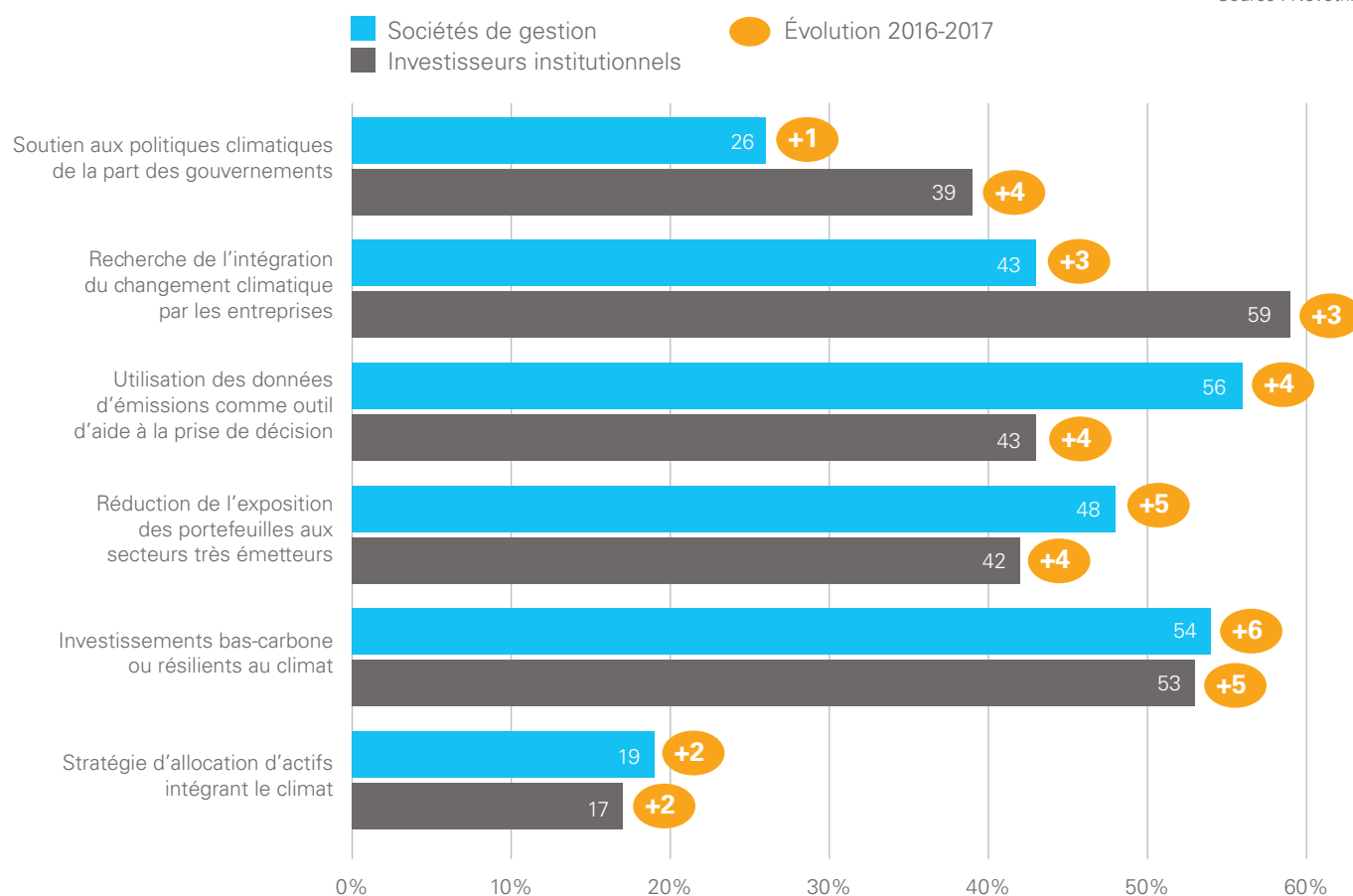
Des différences géographiques existent. Au niveau régional, les investisseurs institutionnels d'Océanie sont les plus avancés puisque 88% d'entre eux indiquent agir sur le changement climatique. Les Européens arrivent en seconde place avec 79% d'investisseurs institutionnels déclarant agir sur le climat. Cependant il existe des différences significatives entre les investisseurs institutionnels européens, les Nordiques étant beaucoup plus avancés. Une large proportion des investisseurs institutionnels français (83%) déclarent percevoir le changement climatique comme une tendance de long-terme pour leurs investissements, agir sur le sujet, et le percevoir comme un risque ou une opportunité. Le fort engagement des investisseurs institutionnels français peut être attribué à la dynamique créée par l'adoption de **l'article 173 de la Loi sur la Transition Énergétique pour la Croissance Verte (LTECV)** en France. Ce texte de loi prévoit notamment, à compter de l'exercice 2016, que les investisseurs français publient un reporting ESG détaillé. Un accent particulier est mis sur la dimension climat pour les investisseurs dont le bilan dépasse 500 M€.

Les investisseurs utilisent une palette d'outils pour analyser et gérer les risques et opportunités climatiques

Les moyens mis en œuvre par les investisseurs comprennent l'intégration du changement climatique dans l'allocation d'actifs, l'engagement actionnarial, la mesure de l'empreinte carbone, l'analyse de scénarios climat, ainsi que les discussions et la définition d'objectifs avec les gestionnaires.

Moyens mis en œuvre face au changement climatique
(Panel global - 223 investisseurs institutionnels & 587 sociétés de gestion)

Source : Novethic



Allocation d'actifs : Parmi les 74% d'investisseurs institutionnels qui agissent sur le changement climatique, 53% ont déjà réalisé des investissements bas-carbone ou climatiquement résilients. 42% d'entre eux indiquent réduire l'exposition de leur portefeuille aux secteurs particulièrement émetteurs, voire globalement aux énergies fossiles. Cependant, ces activités ne se traduisent pas par un montant significatif d'actifs sous gestion mobilisés en faveur des investissements bas-carbone. 287,5 milliards de dollars ont été investis, dans le monde, dans les énergies vertes en 2016 selon *Bloomberg New Energy Finance*⁶. Mission2020⁷ estime que plus de 800 milliards de dollars d'investissements privés sont nécessaires chaque année. Un témoin du défi qui reste à venir est la proportion, 17%, des investisseurs institutionnels, qui ont incorporé le changement climatique dans leurs décisions d'allocation. Une précédente étude des PRI a montré que cet état de fait appelle une meilleure collaboration entre les investisseurs et les décideurs politiques pour développer la finance verte⁸.

En France, 20% des investisseurs institutionnels et 31% des sociétés de gestion indiquent avoir établi une stratégie d'allocation des actifs prenant en compte le changement climatique.

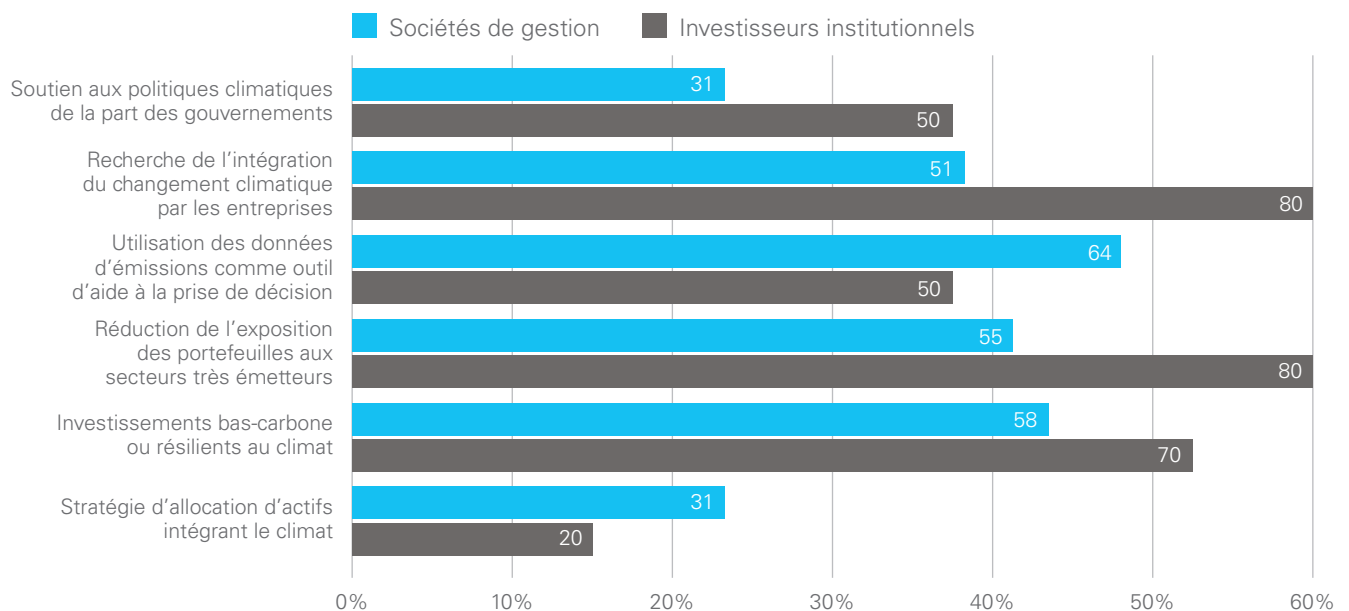
⁶ <https://about.bnef.com/clean-energy-investment/>

⁷ <http://www.mission2020.global/>

⁸ Greening Institutional Investment: https://www.unpri.org/download_report/22444

● L'engagement actionnarial joue un rôle clef

Moyens mis en œuvre face au changement climatique
(Panel français - 10 investisseurs institutionnels & 67 sociétés de gestion)

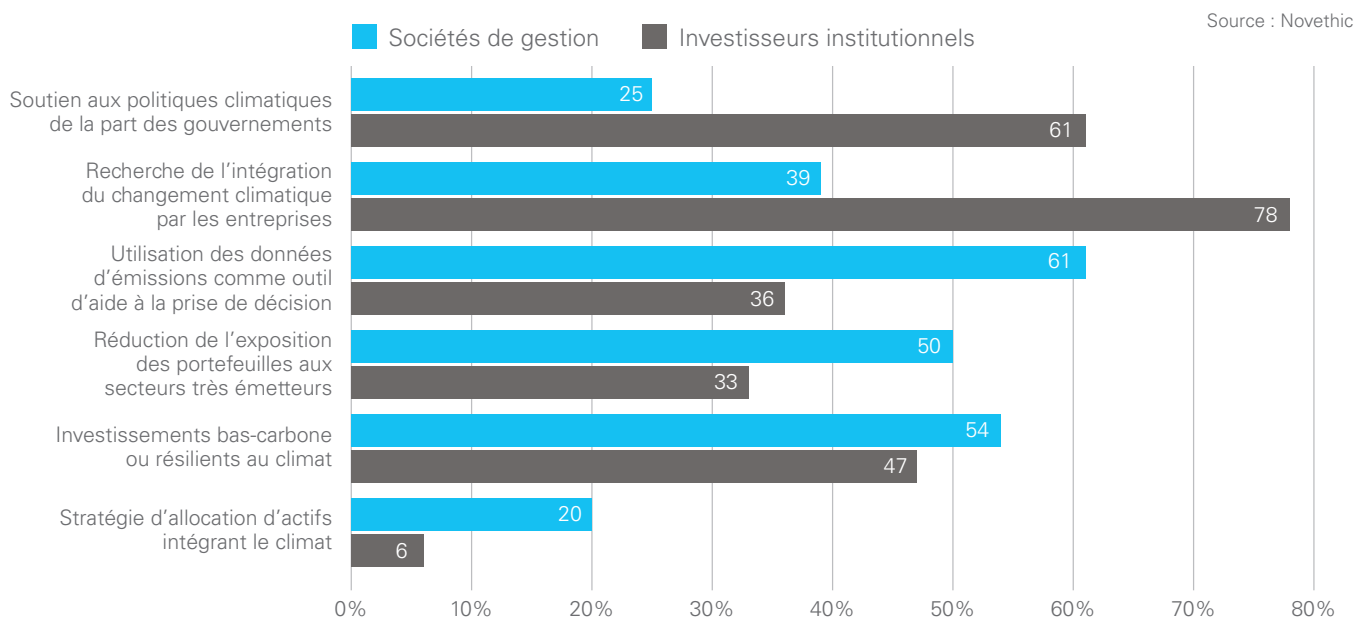


Engagement actionnarial : Un indicateur du fort intérêt des investisseurs pour l'engagement actionnarial sur la question climatique est la proportion d'investisseurs au niveau mondial (59%) et parmi les francophones (74%) indiquant attendre des entreprises qu'elles intègrent le changement climatique.

Les Nord-américains sont particulièrement actifs dans ce domaine, avec respectivement 73% et 83% des investisseurs institutionnels canadiens et des États-Unis, qui agissent sur le changement climatique, indiquant inciter les sociétés à intégrer le changement climatique.

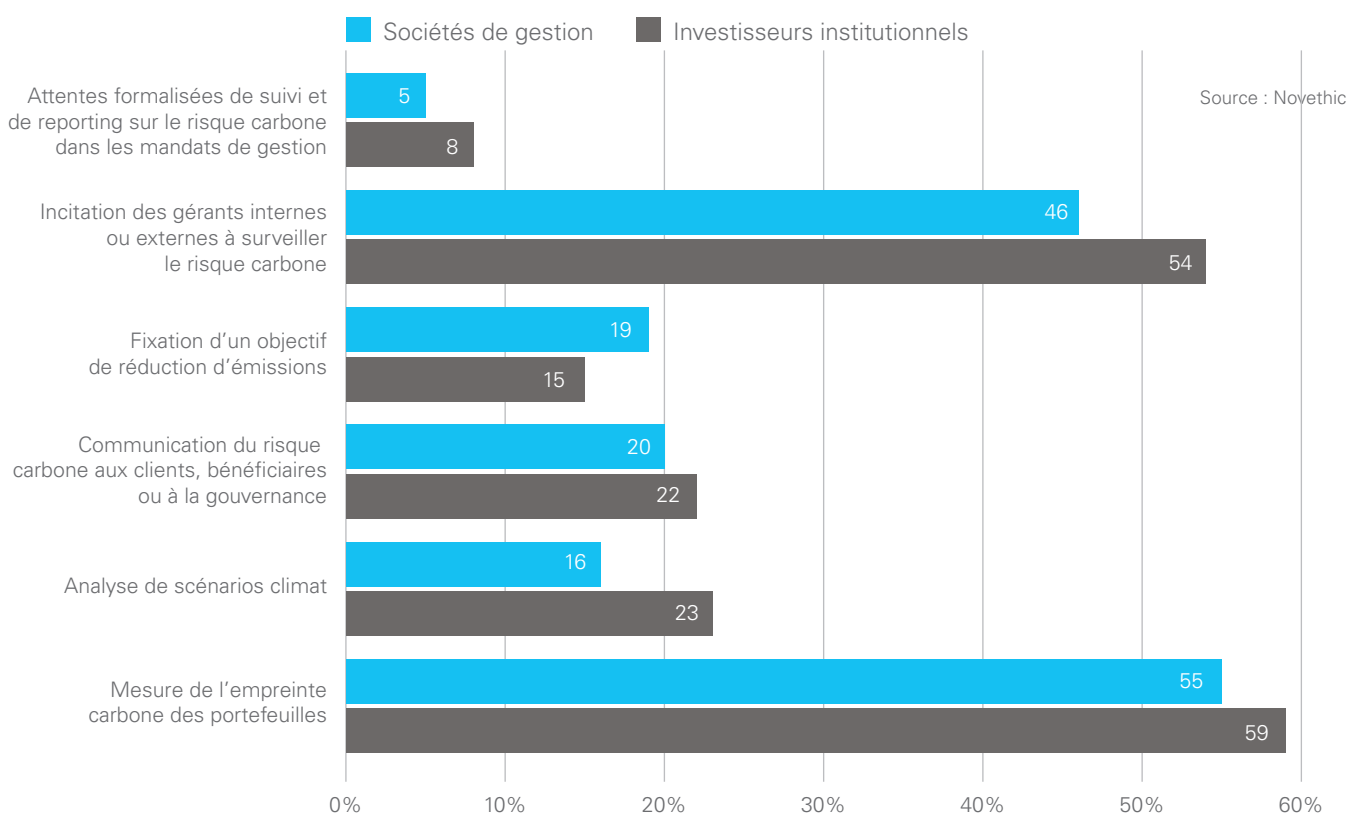
Le cadre de reporting des PRI ne permet pas d'appréhender les votes sur des résolutions actionnariales spécifiques, mais les Assemblées Générales annuelles d'Occidental Petroleum Corp et d'ExxonMobil ont démontré la large mobilisation des investisseurs internationaux en faveur des résolutions climatiques.

Moyens mis en œuvre face au changement climatique
(Panel d'Amérique du Nord - 36 investisseurs institutionnels & 158 sociétés de gestion)



● Les modes d'évaluation du risque carbone

Gestion des risques et opportunités liés aux émissions de GES (Echantillon mondial - 223 investisseurs institutionnels & 587 sociétés de gestion)



La mesure de l'empreinte carbone : elle reste un outil très répandu, utilisée par 59% des investisseurs institutionnels agissant sur la question climatique et 55% des sociétés de gestion agissant sur la question climatique.

Les discussions avec les gérants. 54% des investisseurs institutionnels et 46% des sociétés de gestion encouragent leurs gérants de portefeuilles, qu'ils soient en interne ou dans des sociétés de gestion externes, à suivre l'empreinte carbone des portefeuilles. Cependant, seulement 8% des investisseurs institutionnels formalisent le suivi et le reporting des risques carbonés dans les contrats de sélection des sociétés de gestion. Cela met en avant le besoin de collaboration au sein du secteur sur les cadres de reporting, les méthodologies, les métriques et l'alignement des incitations pour encourager la prise en compte par les gestionnaires de portefeuilles des risques et opportunités climatiques dans les décisions d'investissement.

En France, 100% des investisseurs institutionnels déclarant agir sur le changement climatique mesurent l'empreinte carbone de leurs portefeuilles, 60% ont établi des objectifs de réduction de leurs émissions et 40% effectuent des analyses des scénarios climatiques.

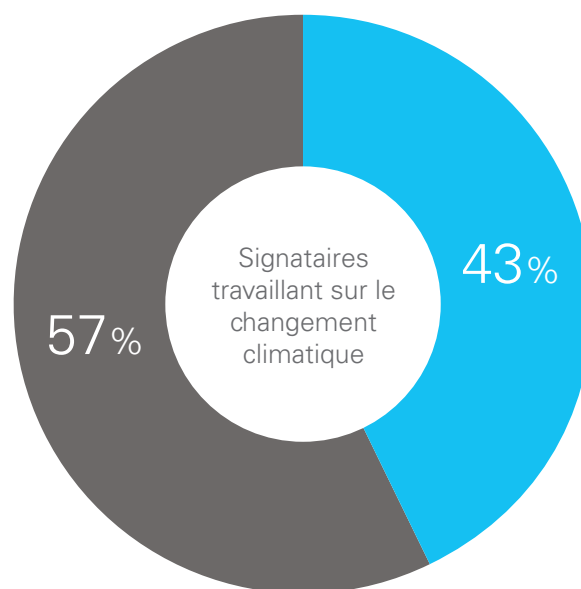
● Investissements à thématique verte et sociale

Les actifs et fonds à thématique verte et sociale incluent les énergies renouvelables, les bâtiments verts, l'agriculture durable et l'exploitation forestière durable. Les montants investis ne sont pas disponibles, cependant l'analyse donne des indications sur les pratiques des investisseurs signataires des PRI en matière d'investissements thématiques.

Sur l'ensemble des signataires ayant déclaré voir le changement climatique comme un élément influençant leurs investissements, 57% déclarent allouer des actifs ou gérer des fonds sur la base de considérations environnementales et sociales. Cela inclut de grands investisseurs allouant une partie réduite de leurs actifs à ces thématiques, ainsi que des investisseurs plus modestes, particulièrement engagés ou spécialisés sur le climat.

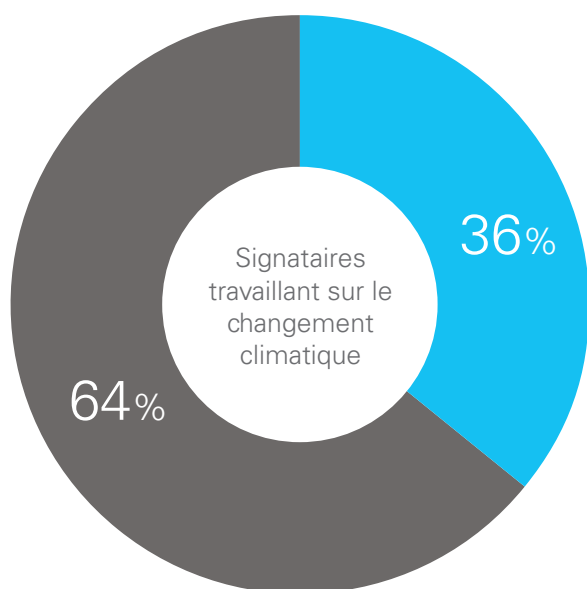
Investisseurs agissant sur le changement climatique en allouant des actifs sur des considérations environnementales et sociales (Échantillon mondial de 1245 signataires)

Source: Novethic



Investisseurs agissant sur le changement climatique en allouant des actifs sur des considérations environnementales et sociales (Panel français - 27 investisseurs institutionnels & 164 sociétés de gestion)

Source: Novethic



- Signataires n'effectuant AUCUNE allocation thématique
- Signataires effectuant une allocation ou gérant des fonds basés sur des thèmes spécifiquement environnementaux ou sociaux

- Signataires n'effectuant AUCUNE allocation thématique
- Signataires effectuant une allocation ou gérant des fonds basés sur des thèmes spécifiquement environnementaux ou sociaux

Pour les signataires francophones ayant indiqué agir sur la question climatique, 64% allouent des actifs ou gèrent des fonds basés sur les questions environnementales et sociales. Cette part atteint même 75% pour les acteurs de taille supérieure à la médiane (en volume d'actifs).

Les investisseurs misent déjà sur les scénarios climat confortés par la TCFD

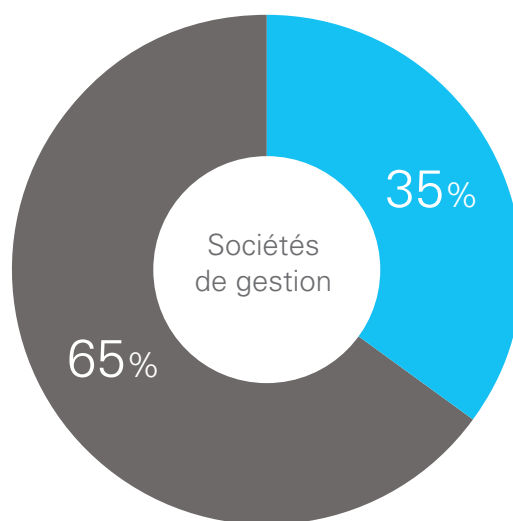
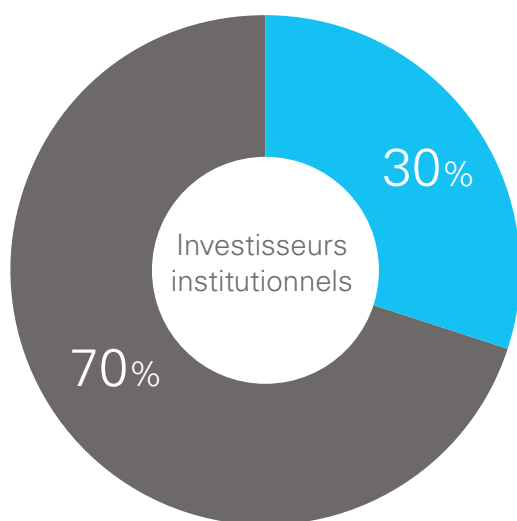
Un tiers des signataires indiquant intégrer des critères ESG dans leur allocation d'actifs déclarent qu'ils utilisent des analyses de scénarios et/ou des modèles pour mesurer l'impact des grandes tendances ESG sur leur portefeuille. Un quart de l'ensemble des répondants indiquent utiliser des scénarios intégrant spécifiquement les futures tendances environnementales.

Parmi les signataires agissant sur la question climatique, 30% des investisseurs institutionnels et 35% des sociétés de gestion indiquent utiliser des scénarios incluant l'impact de tendances environnementales de long-terme sur leurs investissements.

Investisseurs agissant sur le changement climatique en réalisant des analyses de scénarios environnementaux (Panel global - 223 investisseurs institutionnels & 943 sociétés de gestion)

- Signataires ne pratiquant AUCUNE analyse de scénarios incluant des paramètres représentatifs des tendances environnementales de long terme
- Signataires pratiquant une analyse de scénarios incluant des paramètres représentatifs des tendances environnementales de long terme

Source: Novethic



En France, 42% des investisseurs institutionnels et 25% des sociétés de gestion indiquent utiliser des scénarios incluant l'impact de projections environnementales sur leurs investissements.

À l'exception des investisseurs français, les investisseurs francophones s'avèrent légèrement en retard par rapport aux autres zones géographiques. Seuls 24% des sociétés de gestion francophones ayant répondu à cette question utilisent une approche scénarisée. Au contraire, les investisseurs sud-américains se distinguent avec plus de 40% des signataires qui utilisent de tels scénarios.

Aligner investissement responsable et stratégie climat nécessite plus d'innovation

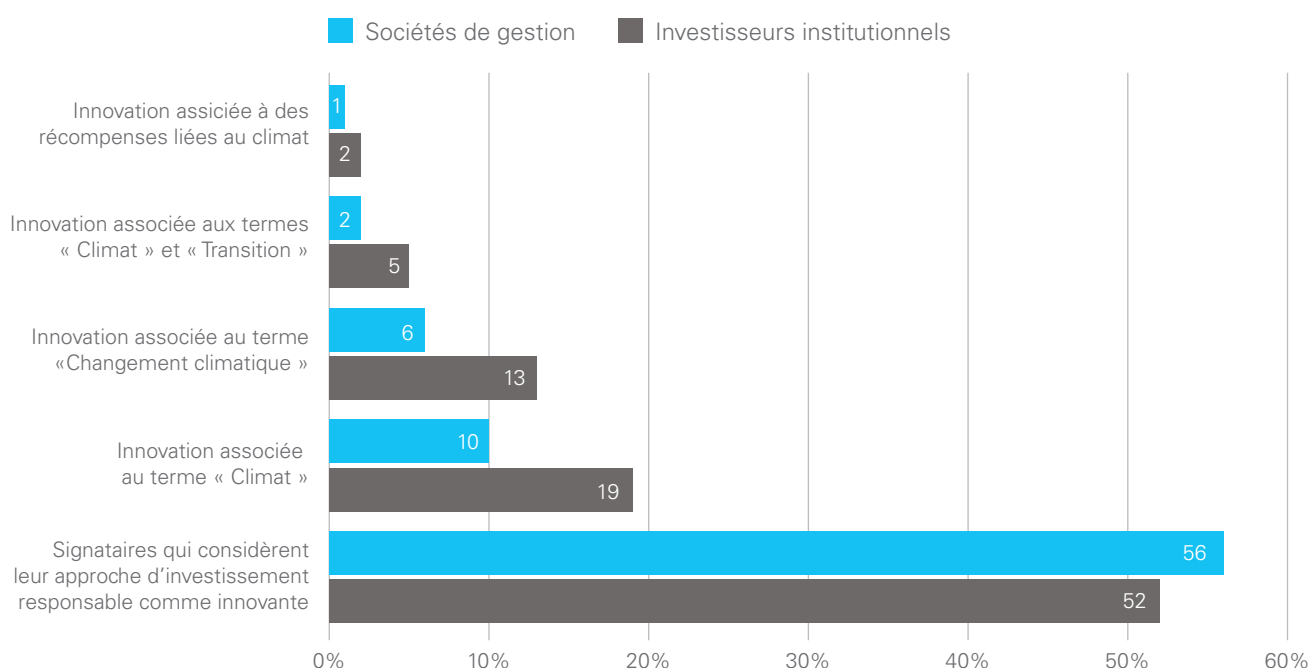
Plus de la moitié des signataires (52% des investisseurs institutionnels et 56% des sociétés de gestion) se déclarent particulièrement innovants en matière d'investissement responsable. Le terme « climat » apparaît dans les réponses de 19% des investisseurs institutionnels et 10% de sociétés de gestion qui se déclarent innovants (on ne parle donc pas du panel total ici). Cette proportion monte à 31% et 17% respectivement sur le périmètre des signataires francophones.

Cependant, l'analyse lexicale menée par Novethic a identifié très peu d'exemples concrets d'innovation pour aligner la stratégie d'investissement ou les produits avec la transition bas-carbone. Les réponses des investisseurs se concentrent sur des processus comme les procédures d'allocation d'actifs, les critères d'exclusion, les récompenses reçues, les recherches sectorielles, les analyses de scénarios et les résolutions actionnariales. Une vingtaine d'acteurs mentionnent les green bonds comme une solution concrète d'allocation innovante répondant aux enjeux du climat, bien que plus de 104 signataires des PRI investissent dans les green bonds.

Ces conclusions démontrent qu'à l'avenir, les investisseurs institutionnels devront réfléchir à la manière d'innover et d'encourager les sociétés de gestion à innover, afin que les risques et opportunités climatiques soient pleinement intégrées au sein des stratégies d'investissement et des produits.

Perception de l'innovation en lien avec le changement climatique (Échantillon global - 258 investisseurs institutionnels & 795 sociétés de gestion)

Source: Novethic



En France, les PRI ont conscience de l'émergence de bonnes pratiques d'investisseurs, soutiens actifs de la COP21 et de l'Accord de Paris, dans leurs stratégies d'investissement et leurs produits. Parmi ces investisseurs se trouvent : Amundi, AXA, BNP Paribas Asset Management, la Caisse des Dépôts, l'ERAFP, le Fonds de Réserve pour les Retraites, Humanis, l'Ircantec, Mirova et Sycomore Asset Management⁹. Le prix international du meilleur reporting climatique des investisseurs organisé par la France en 2016 met également en lumière de bonnes pratiques¹⁰.

⁹ Cette liste n'est pas définitive. Elle est basée sur le dialogue des PRI avec les signataires du Montreal Carbon Pledge et/ou membres de la Portfolio Decarbonization Coalition. L'innovation n'est pas restreinte à la France et les PRI conduiront prochainement davantage de recherche sur les bonnes pratiques.

¹⁰ http://2degrees-investing.org/fr/#!/page_Award

Conclusion

La précédente étude de Novethic en collaboration avec les PRI portait sur le Montréal Carbon Pledge de 2016, et démontrait le rôle de l'initiative dans l'accélération des actions climatiques des investisseurs, ainsi que la nécessité pour les PRI d'aller au-delà de cet engagement et d'atteindre plus d'investisseurs issus de différentes zones géographiques.

Depuis lors, les signataires des PRI ont progressé, en déployant une variété d'outils pour évaluer et gérer les risques et opportunités climatiques. L'engagement des investisseurs institutionnels signataires des PRI sur les questions climatiques est particulièrement fort, dans toutes les zones géographiques, avec une forte augmentation de l'intérêt entre 2016 et 2017.

Cependant, bien que l'action menée par les PRI soit encourageante, une attention accrue est nécessaire pour relever le défi du fléchissement de la courbe des émissions d'ici 2020. Une attention particulière doit être portée à la mise en œuvre des recommandations de la Task Force on Climate-related Financial Disclosure (TCFD) du Conseil de Stabilité Financière (FSB), notamment pour incorporer les risques et opportunités climatiques dans les stratégies d'investissement et les produits.

Novethic espère voir les signataires des PRI augmenter la part de leurs actifs verts et bas-carbone, pour favoriser le financement de la transition vers une économie bas carbone.

Ils sont encouragés à le faire par l'article 173 de la loi TEE, législation pilote dont pourrait s'inspirer l'Europe pour généraliser la mobilisation des investisseurs à tout le continent.

Les investisseurs face au changement climatique

Une étude de Novethic avec les PRI sur les
pratiques des investisseurs internationaux :
état des lieux et perspectives

